

14/04/11 | 19:04 | mis à jour le 15/04 à 10:26 | David Barroux, Emmanuel Grasland et Thibaut Madelin

INTERVIEW GÉRARD MESTRALLET PDG DE GDF SUEZ

Gérard Mestrallet : «La France a tourné la page des gaz de schiste avant de l'ouvrir»

Le PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet, s'interroge sur l'interdiction d'exploiter des gaz de schiste en France et demande la mise en place d'une règle du jeu claire pour les tarifs du gaz.

Comment réagissez-vous à la décision de l'Etat d'interdire l'exploitation des gaz de schiste et d'annuler les permis d'exploration ?



La France a décidé de tourner la page des gaz de schiste avant même de l'avoir ouverte. Certaines études montrent qu'en Europe, les deux pays qui ont le plus de potentiel dans ce domaine sont la France et la Pologne. Dans notre pays, on a décidé de ne pas savoir. C'est un peu surprenant car c'est une chose d'explorer pour savoir ce que recèle le sous-sol et cela en est une autre d'exploiter ces gisements. Il est vrai qu'il y a eu aux Etats-Unis des exploitants peu scrupuleux sur le plan environnemental et il est sage de se donner du temps. De là à en conclure que jamais on ne pourra mettre au point des technologies propres permettant d'exploiter des gaz de schiste, il y a un pas qu'en tant que scientifique je ne franchirais pas. La France gèle les prix du gaz d'un côté et de l'autre refuse de produire des gaz de schiste. Je rappelle que si le gaz naturel n'est pas cher aux Etats-Unis, c'est grâce aux gaz non conventionnels.

Comment accueillez-vous la remise à plat de la formule des tarifs du gaz ?

Nous sommes prêts à discuter d'ici au 30 juin pour essayer de trouver une formule qui permette d'atténuer les effets de la hausse du pétrole pour les consommateurs français tout en étant en conformité avec la loi. Celle-ci fait obligation de répercuter dans les tarifs les coûts d'approvisionnement. En même temps, nous sommes conscients qu'il faut préserver le pouvoir d'achat des Français. On a une équation qui n'est pas simple. Mais nous allons faire des propositions au gouvernement. Car au 1er juillet, on ne veut pas être dans le vide juridique. Nous avons besoin d'une règle du jeu claire.

Est-ce que les délais seront suffisants d'ici au 1er juillet ?

Cela dépendra de la volonté des pouvoirs publics. Il faut faire vite. A défaut d'un nouveau cadre au 1er juillet, nous serons dans une situation d'illégalité.

Faut-il augmenter la part des prix de marché dans la formule comme le propose le régulateur ?

Le régulateur a évoqué cette idée, via un élargissement du périmètre de calcul de la formule au delà des contrats de long terme. Le contrat de service public nous demande d'assurer la sécurité d'approvisionnement des Français, ce que nous avons toujours fait même lorsque les Russes ont coupé la fourniture de gaz durant l'hiver 2009. Cette sécurité d'approvisionnement repose

sur les contrats long terme. Ils ont également permis aux Français de bénéficier de prix du gaz naturel parmi les moins chers en Europe depuis plus de 35 ans. Maintenant, certains évoquent l'idée d'aller sur les marchés spot. Mais sur le marché spot, vous pouvez avoir des problèmes pour vous fournir en gaz car les volumes sur ces marchés ne représentent que 10% à 15% des besoins. Les prix sont aussi très volatiles. Depuis le 1er janvier 2010, les prix de marché spot ont augmenté de 60 % en Europe ! Dans le passé, la part des prix de marché dans la formule était nulle puisque 100 % des contrats long terme étaient indexés sur le pétrole. A la suite de nos renégociations avec nos fournisseurs, nous avons pu introduire 10 % de prix de marché. Les consommateurs en ont intégralement bénéficié car il n'y a eu aucune hausse cet hiver.

Une partie de l'opinion publique considère que GDF Suez pourrait aussi faire un effort, compte tenu de ses bénéfices ?

Beaucoup pensent que l'on gagne beaucoup d'argent en vendant du gaz aux particuliers alors que ce n'est pas vrai. Les mouvements tarifaires sont le reflet de nos coûts, à la hausse comme à la baisse et en aucun cas ne nous permettent d'augmenter nos marges, ce qu'a toujours validé la CRE. Le prix du gaz en France est un des plus compétitifs d'Europe. On dit que les tarifs ont augmenté de 20 % sur les douze derniers mois mais on oublie qu'ils avaient baissé de 10 % l'année précédente ! Nous souhaitons un dialogue et un traitement équitables.

Concernant l'électricité, préférez vous un report de la loi Nome ou un prix de l'Arenh à 40 euros le mégawattheure ?

Les deux sont très mauvais. Dans toute l'Europe, la Commission a demandé aux producteurs d'électricité de céder des actifs pour développer la concurrence. En Belgique, nous avons ainsi vendu des capacités nucléaires à EDF. Avec la loi Nome, la France a fait un choix diff rent, qui préserve l'intégrité de l'opérateur historique mais lui impose de vendre une partie de son électricité nucléaire à ses concurrents. Nous n'avons pas contesté cette décision. Mais que la France ne fasse ni l'un ni l'autre, c'est absolument impensable ! Je ne peux pas imaginer qu'une loi votée en novembre ne s'applique pas sept mois plus tard.

Donc dans un souci de consensus, vous êtes prêts à accepter un prix de 40 euros ?

Ce que je constate, c'est que la demande de 42 euros le MWh formulée par EDF entraînera mécaniquement des hausses de tarifs pour les Français d'environ 30% d'ici à 2015. En revanche, notre demande de 35 euros est neutre pour l'évolution des tarifs. Il serait contradictoire de s'engager sur des hausses de tarifs de 30% dans l'électricité au moment où l'on décide de geler les prix du gaz.

La catastrophe de Fukushima ne pourrait-elle pas justifier un report ?

Normalement, non. On ne sait pas aujourd'hui quels seront les investissements de sûreté nécessaires, et on ne le saura qu'à l'issue des tests de résistance des centrales nucléaires en 2012. Lorsqu'ils seront connus, il faudra les financer d'abord avec la trésorerie de l'opérateur public, puis son cash-flow, son bilan, et enfin seulement les tarifs. Pas l'inverse. On peut donc démarrer avec un Arenh à 35 euros et dans un an, en fonction des besoins, le gouvernement peut très bien le faire évoluer. Cette décision n'aurait aucun effet de ponction sur le pouvoir d'achat.

Quel impact cette catastrophe pourrait avoir sur GDF Suez ?

Il est trop tôt pour le dire. S'il devait y avoir des conséquences sur l'énergie nucléaire, ce qui ne

peut être exclu, GDF Suez serait relativement épargné. L'atome ne représente que 10% de notre production électrique. En revanche, nous nous attendons à une demande accrue de gaz. Une baisse de la contribution du nucléaire donnerait un espace au gaz naturel. Le mouvement a déjà commencé. Pour compenser l'arrêt de réacteurs, l'Allemagne et le Japon font tourner des centrales à gaz. En Europe, on observe déjà une remontée des prix.

Pour certains, les énergies renouvelables seront les grandes gagnantes de la nouvelle donne...

C'est une idée reçue, mais elle est largement trompeuse. En Europe, les conditions de vent font que les éoliennes ne fonctionnent que pendant 25 % du temps. Il nous faut donc d'autres moyens de production pour compenser leur caractère intermittent. C'est le cas d'une centrale à gaz à cycle combiné, le moyen de production le plus flexible aujourd'hui, dont la puissance peut passer de zéro à 430 mégawatts en 1 heure 15. D'autre part, le gaz émet trois fois moins de gaz à effet de serre que le charbon.

En Belgique, l'accord sur l'extension de la durée de vie des centrales nucléaires n'a pas été validé par le Parlement. Ne risquez vous pas de devoir fermer vos trois plus vieux réacteurs ?

Aucun parti politique belge n'a changé d'avis sur le nucléaire et l'Etat s'est engagé à prendre les dispositions législatives pour prolonger la durée de vie des centrales de dix ans. Même en l'absence de loi, elles peuvent être prolongées par un arrêté royal si l'on constate un risque sur la sécurité d'approvisionnement du pays. Sur le plan technique, attendons de voir les résultats des tests de résistance, en 2012. Mais ce n'est pas l'âge qui déterminera la tenue des réacteurs. Par exemple, toutes nos centrales nucléaires sont équipées de double enceinte.

PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID BARROUX, EMMANUEL GRASLAND ET THIBAUT MADELIN

Tous droits réservés - Les Echos 2011